

LE BACHAGHA MOHAMMED-EL-MOQRANI

En kabyle **Meqqran Lḥağ Muḥend n At**

Rédacteur : Jacques Olivier (juillet 2013)



Figure 1 El Mokrani, chef de guerre

TABLE DES MATIERES

les origines.....	3
l'homme	4
L'adhesion.....	4
le doute	8
la révolte	11
l'insurrection.....	13
la guerre sainte	16
la mort au combat	18
Annexe.....	20
CHASSE A COURRE DONNEE PAR LEURS MAJESTES ET IMPERIALES EN L'HONNEUR DES CHEFS ARABES.....	20

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 El Mokrani, chef de guerre.....	1
Figure 2. Le Bachaga Mohamed El Moqrani	4
Figure 3 novembre 1862 cinq « chefs arabes » à la chasse à Compiègne.....	5
Figure 4 Attaque de Bordj Bou Arreridj par les hommes du cheikh El Mokrani... ..	16
Figure 5 la tombe du Bachagha El Mokrani.....	19

BIBLIOGRAPHIE

- Kabyles et Kroumirs (Charles Farine) Paris P .Ducrocq Librairie éditeur 1882
- Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie (Louis Rinn) Alger Librairie Adolphe Jourdan 1891
- L'insurrection de la Grande Kabylie en 1871 (Colonel Robin) Paris/Henri-Charles Lavauzelle Editeur militaire
- Le Monde Illustré n°296 du 13 décembre 1862

LES ORIGINES

Les Moqrani descendraient de Fatma, fille du Prophète.

Au XVe siècle, l'émir Abderrahmane quittait le Djebel-Ayad et s'installait près des Bibane.

Feudataire des Turcs depuis le XVIIIe siècle, le chikh de la Medjana administrait son fief et y exerçait sans contrôle les droits régaliens de haute et de basse justice. Les Turcs ne purent jamais s'affranchir d'une taxe de passage vers Constantine.

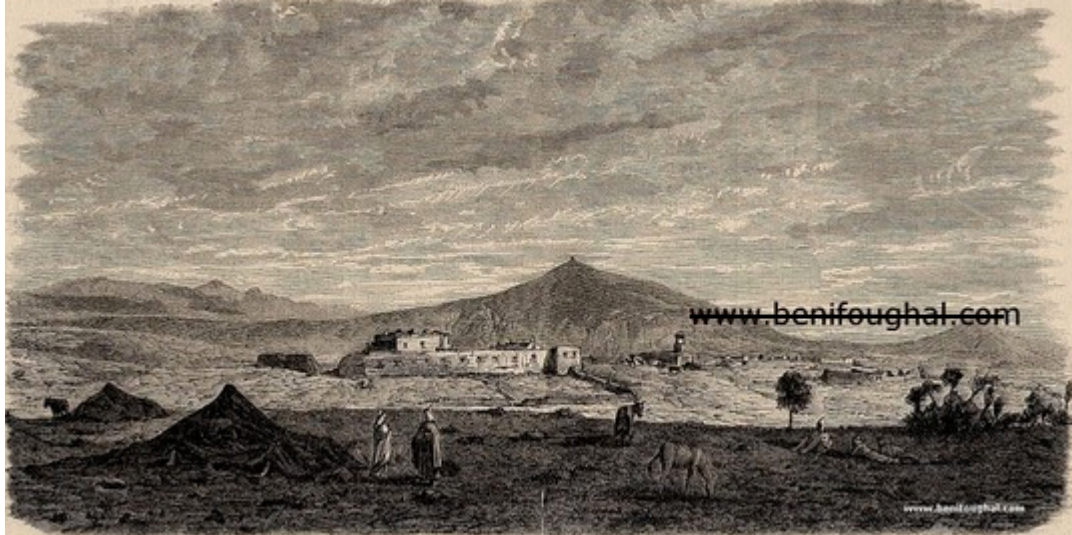


Figure 2 Le bordj Medjana, berceau de la famille Mokrani (dessin de X. Christel)

Avec les Français, le khalifat de la Medjana comprenait « *tout le territoire s'étendant entre le khalifalik du Ferdjioua à l'est, l'arrondissement du chikh-el-Arab au sud, et la province du Tittery à l'ouest* ». En mars 1853 le khalifat, invité au mariage de l'empereur, débarqua à Marseille où il mourut, le 4 avril 1853. On lui fit des funérailles solennelles.

Son fils, Mohammed espérait recevoir le fief patrimonial mais l'administration coloniale substitua au khalifat un bachaghalik de niveau inférieur. Mortifié, Mohamed chercha néanmoins pendant des années à se concilier l'administration pour retrouver un jour la situation de son père. En 1855, il se rendit à La Mecque, en Turquie et en France. Il fut très impressionné par la grande situation qu'occupait alors la France dans le monde.

L'HOMME



Figure 3. Le Bachaga Mohamed El Moqrani

(Vers 1850) *Le bachagha de la Medjana est un homme de 35 ans environ, de taille moyenne, mais svelte et à l'aise dans la longue robe qui le couvre. Sa tête est fine, avec un nez un peu busqué, et un front surplombant de beaux yeux brillant au fond de leur profonde arcade sourcilière. Une barbe courte et peu touffue court sur les joues et le menton, et une moustache fine fait ressortir le rouge des lèvres ; des dents blanches et un peu espacées – signe de cruauté,- éclairent ce visage sévère quand il daigne sourire, ce qui arrive rarement. Un haïk broché entourait son visage, retenu sur le turban par une corde de chameau (brima) ; enfin le capuchon d'un burnous de dessous enveloppait à moitié le turban. C'est une physionomie charmante, et cependant, le dirai-je ? Un sentiment instinctif vous empêche de vous livrer¹.....*

Mokrani avait été comblé des faveurs impériales. Il était commandeur de la légion d'honneur, avait été invité à Compiègne et était traité par Napoléon III non comme chef kabyle, mais comme un Montmorency. Il avait les yeux bleus et les cheveux blonds, type très rare en Algérie : aussi se vantait-t-il de descendre d'un Montmorency. Il en avait les armes et portait un drapeau blanc fleurdelisé d'or. Il affectait des manières de grand seigneur. Toujours couvert de riches vêtements et montant de superbes chevaux, il était très fier de sa prétendue origine.²

Quelle grande et belle vie que celle de ces seigneurs féodaux... A cheval dès le matin, visitant leurs fermes, leurs villages, donnant leurs ordres à leurs Kaïds, recevant l'impôt perçu par ceux-ci, menant de front le gouvernement de leur fortune et celui de la politique, ayant dans la main toute une population soumise prête à se lever au moindre signe.³

L'ADHESION

De 1857 à 1870 le bon vouloir de Moqrani fut constamment mis à l'épreuve.

A partir de 1857, il dut verser au Trésor les amendes que, jusqu'alors, les Moqrani avaient encaissées à leur profit. On fit ensuite payer les impôts *achour* et *zekkat* à la

¹ Cf Charles Farine KABYLES ET KROUMIRS P.Ducrocq, Libraire Editeur Paris 1882

² « L'Algérie » de Paul Gaffarel , doyen de la faculté des lettres de Dijon. 1883 p.310

³ Cf Charles Farine KABYLES ET KROUMIRS P.Ducrocq, Libraire Editeur Paris 1882

tribu makhzène des Hachem. On remplaça les *oukil*, — ou préposés du bachagha — par des caïds relevant du commandant supérieur.

En 1859 et 1860, on restreignit le droit des chefs indigènes de réprimer collectivement les tribus récalcitrantes. Pour régulariser la situation de Bordj-bou-Arredj on prit au Bachagha des terres domaniales dont il jouissait jusque-là. Pour autant, il ne marchandait point son concours à la répression du soulèvement de 1860 dans le Hodna. Mais il n'avait plus le même entrain. En 1860, le lieutenant-colonel Marmier, commandant supérieur, écrit: «... *le danger est dans la désaffection générale que doivent amener, chez les chefs indigènes, les mesures qui les privent de tous les avantages attachés à leur position ; c'est une faute que des événements imprévus pourront un jour nous faire regretter ...* ». Le colonel Marmier fut alors remplacé par un capitaine. Le bachagha fut froissé de se voir placé sous les ordres d'un officier subalterne.

En octobre 1861, on réduisit le nombre des cavaliers soldés attribués aux caïds. Cette fois, Moqrani parla d'émigrer en Tunisie. On le nomma officier de la Légion d'honneur. Invité par l'empereur, en novembre 1862, aux chasses de Compiègne, il eut un grand succès en raison de sa distinction et de son exquise courtoisie⁴.



Figure 4 novembre 1862 cinq « chefs arabes » à la chasse à Compiègne

Le Monde Illustré n°296 du 13/12/1862). La scène se passe au Puits du Roi. Le pied du cerf est offert aux chefs arabes en présence de l'impératrice qui a mis pied à terre. L'empereur s'est retiré avant la fin de la chasse. Mokrani est probablement le cavalier à gauche.

Mais, rentré en Algérie, il se retrouva aux prises avec les exigences d'une administration, qui se régularisait de plus en plus.

En 1863, on supprima les corvées que fournissaient les paysans à leurs seigneurs. Véritables rentes, ces « *touiza* » étaient, pour les Moqrani, un privilège séculaire. Le bachagha se borna à dire « *que lui et les siens obéiraient, mais qu'ils étaient profondément humiliés* ». En réalité, ils n'obéirent pas plus que les autres grands chefs. Ils continuèrent à se faire donner les *touiza*, sans que les assujettis osent réclamer.

Certain désormais que, quel que fut son dévouement, il n'obtiendrait jamais le maintien des privilèges dont avaient joui ses ancêtres, le bachagha obtint de scinder son commandement en quatre caïdats soumis à sa haute surveillance.

Par ses alliances de famille, il était en relations suivies avec les grandes personnalités de l'Algérie. Toutes avaient eu des déceptions. Leurs avis, dans la direction des affaires les concernant n'étaient pas entendus. Les besoins des humbles préoccupaient plus l'administration que ceux des djouads qui avaient donné le pays à la France. Le bachagha, trop conscient des moyens des Français pour se révolter, pensa qu'il amène-

⁴ Voir en annexe l'article du Monde Illustré du 13 décembre 1862

rait ceux-ci à réclamer son intervention pour rétablir une situation compromise par les gens de désordre. On serait alors bien forcé de lui rendre les privilèges dont on s'acharnait à le dépouiller.

En avril 1864, venu à Constantine pour la remise à ses frères de leurs brevets de caïd, il reçut du général Desvaux un blâme pour s'être montré trop partial en faveur de son ami Bouakkaz-ben-Achour à propos des troubles du Zouagha et du Ferdjioua. Ce blâme le froissa profondément.

En ce moment, l'insurrection des Ouled-Sidi-Chikh battait son plein et menaçait de s'étendre aux Ouled-Naïl et au Hodna. Le gouverneur général, maréchal Pélissier, avait adressé « à la totalité des populations arabes et kabyles » une proclamation dans laquelle, il disait : « ... des gens répètent ... que le moment est proche où les bachaghas, aghas, caïds, chioukhs, cadis et autres, disparaîtront ... Ces paroles ... ne sont point l'expression de la pensée du gouvernement ... Que les tribus restent calmes !...; elles trouveront un gage certain pour l'avenir dans ces paroles de S. M. : « Je suis aussi bien l'empereur des Arabes que l'empereur des Français. »

Le bachagha, ne modifia pas sa manière de faire, affectant de ne rien voir en dehors de son commandement officiel. A Bouçada les caïds, pour les questions importantes, prenaient toujours préalablement l'attache de leur seigneur le bachagha « tête du soff ».

Pendant, l'insurrection gagnait du terrain. Le bachagha, pensant qu'il était temps d'intervenir, confia au commandant de Bordj-hou-Arreridj que le caïd du Hodna, s'inquiétait d'intrigues fomentées dans la tribu des Ouled-Madi. Il mettait, sans les nommer, l'agitation sur le compte de chefs de grandes tentes. «Le Hodna n'était plus sous sa responsabilité» et il n'était pas fâché qu'il y ait, dans l'ancienne principauté de son père, des désordres qu'il se flattait de calmer quand on faisait appel à lui. Il ne dit mot des intrigues que fomentait dans le Hodna un certain El-Fodil-ben-Ali qui avait écrit « de se tenir prêts à marcher pour le Djehad».

Le 19 août, les caïds du Hodna et des Ouled-Madi se rencontraient aux Dréat avec les Moqrani de la Medjana. En les quittant, le bachagha rendit visite à ses cousins les Ouled-Abdesselem. Ces visites, mal interprétées, furent dénoncées par ses ennemis.

Le 2 septembre, un certain Djourlef, volait sur la grande place de Bouçada, un chameau appartenant au caïd. Six Ouled-Madi avaient facilité ce vol. Le commandant supérieur au lieu de traiter avec le caïd des Ouled-Madi provoqua la crise en convoquant six notables pour régler l'affaire. Le 5 septembre, à deux heures du matin, Moqrani prévenait l'interprète: «Les Ouled-Madi font défection, parce que des spahis envoyés de Bouçada ont demandé sept otages.». A cinq heures et demie, il se mit aux ordres du commandant supérieur et, dans l'après-midi, arriva avec son goum à Msila. Il invita sans succès les Ouled-Madi à livrer les otages demandés.

Les conciliabules des Ouled-Madi continuèrent la nuit du 7 au 8 septembre. Le meurtre d'un chikh avait achevé de griser les esprits. On résolut d'attaquer la colonne française qui s'était mise en route de grand matin. Les goums insurgés caracolèrent autour des soldats en tirillant. La colonne en repli arriva le soir à Baniou sans un blessé.

Pendant ce temps, sur les conseils du bachagha, un de ses cousins s'était rendu aux campements des Ouled-Chellal pour se faire livrer sept otages ; mais il n'avait pas été obéi, on l'avait même gardé à vue. Le bachagha, prévenu, obtint par sa seule présence de le dégager.

Le 9 septembre, un bataillon de tirailleurs arrivait à Msila. Les tribus restèrent indécises et le bachagha lui-même faisait savoir que, le pays n'étant plus sous ses ordres, tout ce qu'il pouvait faire, était se battre avec son goum. Le 10 septembre, il tenta une démarche auprès du chef rebelle Brahim-ben-Abdallah mais celui-ci était trop compromis pour reculer.

Le 18, les troupes françaises se regroupaient à Bouçada. En réponse aux calomnies, le bachagha reçut le commandement de tous les goums amenés par les caïds de

Sétif, de Barika et de Bouçada ; mais ceux-ci étaient si mal disposés à son égard qu'il semblait plutôt leur prisonnier que leur chef.

Le 30, détaché en avant du camp français d'Aïn Dermel, il se trouva tout à coup en face de forces considérables. Pour le dégager, les troupes régulières durent faire plusieurs charges et eurent 11 tués et 27 blessés. Deux petits goums seulement s'étaient engagés franchement dont celui des Hachem enlevé par le bachagha. On passa sous silence la belle conduite de ces deux goums, et l'on fit sonner bien haut que «les goums n'avaient pas été brillants ». Les indigènes qui avaient été les premiers à ne pas suivre le bachagha furent les premiers à dire que Moqrani avait volontairement ménagé les insurgés.

Le 2 octobre, le camp était attaqué : les insurgés laissèrent quarante-quatre cadavres sur le terrain après un combat qui avait duré quatre heures ; les goums campés à distance ne firent que poursuivre les fuyards.

Le bachagha quitta la colonne le 15. Plus découragé que jamais, il évita de passer par Bouçada, où ses ennemis tenaient le haut du pavé et s'arrêta chez son beau-frère à qui il demanda de veiller sur sa famille s'il venait à être arrêté. Le général Périgot, commandant la division de Constantine, était dans la Medjana avec une petite colonne d'observation. Comme toutes les tribus de son bachaghalik étaient parfaitement tranquilles, Moqrani ne s'expliquait la présence de troupes auprès de son bordj que par l'intention que l'on avait de l'arrêter, lui et les siens.

Le 18 octobre, il se présentait au général Périgot qui, pendant près d'un mois, le vit tous les jours et réussit à lui remonter le moral.

En avril 1865, l'Empereur vint en Algérie. Les réceptions, les fantasias, entraînèrent le bachagha dans un tourbillon au milieu duquel il oublia un peu ses inquiétudes. Les indigènes furent sensibles au langage bienveillant du souverain, mais ils virent une ingérence française dans la constitution des Djemaa de tribu et plus encore dans la justice musulmane, l'organisation du culte, l'instruction publique, etc. Les réformes démocratiques ne plaisaient que médiocrement aux classes dirigeantes indigènes.

Le bachagha affecta de se montrer satisfait mais en 1865 et 1866, la sécheresse réduisit les récoltes et de formidables invasions de sauterelles ruinèrent des régions entières du Tell. En 1867, une sécheresse encore plus grande détruisit sur pied à peu près toutes les céréales et tout le fourrage des pays de culture. Le choléra, bientôt suivi du typhus, décima les populations. Dans sa lutte généreuse contre ces fléaux, l'aristocratie indigène écrivit une belle page. Tous distribuèrent leurs grains et leur argent. Pour assurer les ensemencements dans la province de Constantine, M. Mesrine, lié aux grands minotiers, prêta ou fit prêter 350,000 francs. Il donna sa signature, sur des billets créés par le bachagha Moqrani, et les fit escompter par la Banque de l'Algérie et par la Société générale algérienne. Avant de s'engager, Moqrani avait pris l'attache du maréchal de Mac-Mahon, gouverneur général. Fort de cet appui, il était le premier à faire des concessions à l'administration coloniale. Voyant l'opinion européenne faire campagne pour l'extension du régime civil, il demanda qu'on donnât un commissaire civil aux habitants de Bordj-bou-Argeridj. « *Je serai heureux de voir les indigènes qu'ils emploient placés en dehors de ma responsabilité ; mes relations avec les Français n'en seront que meilleures.* » Ceci fut formulé, en 1869, à Constantine à la session du Conseil général dont Moqrani faisait partie. Les vœux émis dans cette session sous son influence par ses collègues indigènes et à leur pleine initiative ont un caractère marqué de libéralisme, en particulier,

- La suppression des cadis en Kabylie.
- L'élection des conseillers généraux indigènes.
- La substitution d'écoles arabes-françaises aux écoles arabes dans les tribus.

Le 7 mars 1870, le député Lehon réclamait, pour l'Algérie, le droit commun pur et simple. Le 9 mars, le Corps législatif, « ... *considérant que, le régime civil paraît concilier les intérêts des Européens et des indigènes, passe à l'ordre du jour.* » Cet ordre du jour entraîna la démission du gouverneur général Mac-Mahon. Un découragement général s'empara des grandes familles indigènes. Le bachagha Moqrani donna sa démission

mais, pour montrer qu'il restait fidèle à la France, il déclara se retirer dans sa villa d'Alger. Le maréchal, qui avait dû rester à son poste, lui fit admettre de prêter son concours jusqu'au jour où le nouvel ordre des choses serait établi. Le bachagha promit de rester en fonction tant qu'il n'aurait à obéir qu'à des chefs militaires. Quand, le 14 juillet 1870, on commença à embarquer des troupes d'Afrique pour la guerre contre la Prusse, le bachagha donna au gouverneur l'assurance qu'il maintiendrait l'ordre dans son commandement, et que, en cas de troubles, il serait le premier à marcher avec l'armée française.

Moqrani prenait alors l'initiative d'une chaleureuse adresse à l'Empereur dans laquelle les plus grands chefs des trois provinces offraient leur argent et leur sang pour la défense de la France : « ... *Votre Majesté va se mettre à la tête des armées françaises ; ... À la nouvelle qu'une nation avait osé s'attirer votre courroux, une colère subite a envahi nos cœurs ; ...l'enthousiasme a embrasé nos âmes. ...les ennemis de la France, sont les nôtres... Cette conduite généreuse, dont la France ne s'est pas départie un seul instant depuis quarante ans, nous a enchainés pour toujours à sa destinée.... etc. »*. Tout marcha à souhait pendant les premiers temps ; nos premiers revers même n'ébranlèrent pas les bonnes dispositions des notables qui donnèrent largement en faveur des blessés. Jamais, peut-être, la concorde entre les indigènes et les Français, civils, militaires, colons et fonctionnaires, n'avait paru plus grande qu'au mois d'août 1870.

LE DOUTE

Le 4 septembre, les chefs indigènes furent atterrés de la nouvelle de la captivité de l'Empereur, c'était, pour eux, l'anéantissement de la France. La fièvre révolutionnaire s'empara des Européens qui donnèrent le spectacle inouï de fonctionnaires français injuriés, arrêtés ou expulsés. Des indigènes résumaient la situation en disant : «*Rana boublique, khelasse l'hakouma. »* (Nous sommes en république, il n'y a plus d'autorité).

D'autres ennuis vinrent augmenter le mécontentement du bachagha. La Banque de l'Algérie et la Société Algérienne demandèrent des garanties pour les prêts consentis au bachagha. Moqrani en référa à l'autorité militaire qui répondit : « ... *les militaires ne gouvernent plus l'Algérie ; adressez-vous au gouvernement civil.* » Le bachagha y vit un manque de parole. Il ne tenta même pas des démarches humiliantes. Il donna à M. Messrine une hypothèque générale sur tous ses biens. On a pu croire qu'il était ruiné, et que le désespoir l'avait jeté dans la révolte. C'est inexact. Son capital et ses revenus lui laissaient une fortune, en rapport avec la vie normale d'un seigneur indigène.

A ceux qui lui vantaient le nouveau régime, il répondait : « *Ce gouvernement pourra donner aux masses indigènes, ...la sécurité, le bien-être et la paix, mais jamais il ne nous donnera la Heurma (c'est-à-dire les honneurs, le prestige et les faveurs). Nous autres, représentants des grandes familles, nous sommes, de par la volonté de Dieu, nés pour commander, faire la guerre et vivre respectés et honorés, comme l'ont été nos nobles ancêtres.... »*

En septembre, les troupes d'Algérie furent dirigées sur la métropole : ce qui mettait en évidence l'impuissance de la France. Sous l'empire de ces inquiétudes, les anciens soffs se reconstituaient. Les familles levaient des goums, transformaient leurs khammès (métayers) en saga, et resserraient leurs alliances traditionnelles. Le bachagha envoya ses cousins contacter les grandes familles des provinces de Constantine et d'Alger.

Le 23 octobre, le remplacement du général Durrieu, gouverneur, consterna les notables. Les actes et les paroles des comités révolutionnaires, qui dominaient les généraux et les préfets, produisirent l'effet le plus déplorable sur les indigènes. A Constantine, le préfet avait réussi à maintenir le principe de l'autorité régulière, mais, à l'arrivée des officiers « capitulars » rentrant de captivité, on vit l'uniforme français bafoué.

Les décrets du 24 octobre 1870 relatifs à la naturalisation des israélites, à la proclamation du gouvernement civil, à l'institution du jury furent vivement critiqués par les indigènes. Le bachagha tout en s'employant à faire réparer les fils du télégraphe que la

malveillance coupait à chaque instant, était mécontent : « *Je consens à obéir à un soldat, disait-il, mais je n'obéirai jamais à un juif ni à un marchand.* » Et, quand on lui rappelait ses promesses au général Durrieu, il répondait : « *J'ai engagé ma parole à un homme, mais je ne l'ai point engagée au gouvernement qui le remplace.* ». Il envoya son beau-frère empêcher le départ en France de cavaliers : « *l'armée française n'existant plus, ce n'était pas le moment pour les musulmans d'aller en France se faire tuer au service d'un gouvernement représenté par un juif...* »

Le bachagha se voyait, à cette époque, menacé par les soffs de ses cousins les Ouled-Abdesselem. Ceux-ci, pensant que la France allait abandonner l'intérieur de l'Algérie, s'étaient armés pour combattre le soff de la Medjana. Cherchant par tous les moyens à nuire au bachagha, ils l'accusaient de vouloir se révolter. Dans la presse, on suspectait la fidélité du bachagha. Bientôt l'animosité entre les soffs des Ouled-Moqrane fut telle qu'on s'attendit d'un jour à l'autre à les voir se combattre.

Le 7 décembre, arriva à Bordj-bou-Argeridj le commissaire civil chargé de l'administration de la commune. Les Ouled-Moqrane affectèrent de ne plus venir à Bordj-bou-Argeridj que sur convocation. Les Européens de la ville étaient de plus en plus montés contre le bachagha. Le 15 décembre, le capitaine Olivier, commandant supérieur et ami personnel de Moqrani exposa au général Augeraud à Sétif combien était imminent le danger d'une prise d'armes contre le soff des Abdesselem. Le général réunit alors les membres des deux soffs et réussit à leur faire se donner la main. « *Ne vous effrayez pas, avait-il dit, des idées émises par les hommes au pouvoir. ... Vous aurez votre place tant que vous resterez fidèles à la France.* » Le bachagha répéta ce qu'il avait dit si souvent : « *Si ce régime arrive, je partirai avec ma famille pour la Tunisie.* ».

La démarche du général Augeraud avait empêché une conflagration dont les colons auraient été les premières victimes. Elle souleva pourtant dans la presse, des critiques d'une violence inouïe.

Le décret du 24 décembre, « loi de sûreté générale » contre les bureaux arabes, vint précipiter la crise. Un autre décret supprimait en fait la police judiciaire dans les trois quarts des territoires indigènes empêchant toute répression administrative ou militaire. Un décret du 1er janvier retira au général Lallemand la haute administration des territoires militaires et plaça les officiers des affaires indigènes sous les ordres d'un « *général de brigade administrateur* », relevant du Commissaire extraordinaire. C'était enlever aux chefs indigènes le peu de confiance qui leur restait en l'administration.

On commença alors à parler des préparatifs faits contre la France par Mahieddine, le fils de l'émir Abd-el-Kader. Avec lui, de nombreux notables organisaient leurs contingents et expédiaient de tous côtés des lettres faisant appel aux chefs indigènes et aux populations. Le public européen ne crut pas à l'action de Mahieddine et accusa les bureaux arabes de provoquer l'insurrection.

La nomination au commandement de la subdivision de Sétif du colonel Bonvalet qui passait pour être du soff hostile au bachagha Moqrani, en remplacement du général Augeraud, accueillie avec joie par les Ouled-Abdesselem, avait consterné le soff de la Medjana.

Le 1er janvier 1871, le colonel Bonvalet recevait à Bougie les chefs indigènes de son ancien cercle et quelques autres de la Kabylie de Sétif envoyés par le général Augeraud pour coopérer à la réconciliation entre les deux soffs. Dans cette réception, les caïds affirmèrent leurs sentiments de dévouement à la France.

Moqrani et les caïds se rendirent le 8 janvier à Seddouq : c'était la première fois que le bachagha de la Medjana rendait visite au vieux Chikh-el-Haddad. L'importance de cette démarche du chef de la noblesse d'épée auprès du grand maître des Rahmanya n'échappa à personne. Le 9 janvier au soir, les caïds, ayant avec eux Aziz, étaient de retour à Akbou. On se donna le baiser de paix du bout des lèvres.

Dans ces deux réunions de Seddouq et d'Akbou, il ne pouvait être question ni de complot ni de révolte entre ces anciens adversaires plus soucieux de s'observer que de se livrer les uns aux autres. En somme, il n'y eut rien de changé dans la situation de l'Oued-Sahel, ni ailleurs. Partout les méfiances continuèrent. L'autorité française allait

toujours s'affaiblissant, et sur certains points les djemaa, agissaient comme si les Français n'étaient plus en Algérie : c'est ainsi qu'à El-Oued, un mauvais sujet, convaincu de vol, avait la tête tranchée en plein marché devant les notables, malgré l'opposition du chef investi qui réclamait son envoi à Biskra.

La plupart des anciens *oppida*, refuges traditionnels en cas de guerre, étaient visités ; les brèches étaient réparées, les accès fermés par des barricades. Chacun mettait ses richesses en sûreté. Le bachagha Moqrani lui-même avait fait transporter ses grains et ses mobiliers dans la forteresse héréditaire de sa famille.

M. Crémieux adressa aux indigènes la déclaration suivante : « *Le gouvernement de la République est tout disposé à faire pour les populations arabes, plus que n'ont fait les gouvernements passés. L'Empire leur a promis la terre qu'ils cultivent. La République la leur donnera, de façon que chacun puisse être maître de sa terre, ...* ». Dans cette province de Constantine, dominaient des influences féodales que, jusqu'alors, les Français ménageaient, parce qu'elles leur avaient donné jadis, sans coup férir, les trois quarts du pays. A la notification de cette déclaration, le bachagha Moqrani répondit : « *Je veux bien me mettre au-dessous d'un sabre, dût-il me trancher la tête, mais au dessous d'un juif, jamais !* »

Dans la province de Constantine, le 20 janvier, à la notification de l'ordre de mobilisation, les spahis des zmalas de Tarf, de Bou-Hadjar et d'Aïn-Guettar, répondirent par un refus formel de s'embarquer. On apaisa cette mutinerie militaire par l'annonce qu'on n'embarquerait que les volontaires.

Le 22, à Aïn-Guettar, une trentaine de spahis avaient consenti à partir ; les autres désertaient avec armes et bagages. Les mécontents des tribus voisines, groupés autour des révoltés, avaient été rejoints par un ancien caïd révoqué qui prêchait ouvertement l'insurrection : « *La France est vaincue, n'a plus d'armée, ... Paris est pris par les Prussiens, Mahieddine s'avance par Nefta et Négrine ; ... l'occasion est unique pour se débarrasser des Français.* ». Le commandant de l'escadron demanda des ordres. Quand la réponse arriva d'Alger, les spahis refusèrent leur pardon. Le 24, la mutinerie s'était changée en révolte. Le général commandant la subdivision de Bône fit venir, par mer, un bataillon de tirailleurs et retint l'escadron de spahis prêt à partir. Le 29, un escadron de chasseurs était envoyé à La Verdure pour protéger les colons. Les pillards s'enfuirent ; deux d'entre eux furent passés par les armes. Le 30 au matin, au col d'Aïn-Sennour, après une heure et demie de combat, les insurgés prirent la fuite. Pendant plusieurs jours, une colonne parcourut les environs de Souk-Akras. Elle rentra le 14 février en ville, ramenant de nombreux prisonniers et otages. Dès le 8 février les spahis insurgés étaient passés en Tunisie.

La nouvelle de cette affaire, coïncidant avec celle de la prise de Paris par les Prussiens, eut un immense retentissement. Le soulèvement avait eu lieu sous la conduite des Hanencha, tribu noble, ayant eu toujours un rôle prépondérant. Cela suffisait à lui donner une importance qu'elle n'avait pas. Certains, mieux informés, déclarèrent que ce soulèvement avait été concerté avec Mahieddine. Les spahis déserteurs avaient trouvé un accueil chaleureux au Kef, où le cheikh Mizouni, en relation avec Mahieddine, prêchait la guerre sainte contre les Français.

Le 3 février, le colonel Bonvalet venait à Bordj-bou-Arreridj. Moqrani déjeuna avec lui puis invita à dîner les officiers présents. On s'observait de part et d'autre. Dans le cours de la conversation, le bachagha trouva moyen de dire au colonel : « *... Vous avez été vaincus ; l'Algérie va être pour vous une lourde charge. Pourquoi, au lieu de l'occuper tout entière, ne vous cantonnez-vous pas sur le littoral et ne laissez-vous pas les hauts plateaux et le Sahara aux chefs arabes héréditaires qui administreraient les populations suivant leurs mœurs et leurs habitudes ?* »

Le 4 février, le bachagha pour affirmer sa force reconduisit le colonel avec un magnifique goum de 800 cavaliers.

Le soir, le colonel Bonvalet invitait à dîner Ben-Abdesselem-el-Moqrani, qui lui assurait que le pays était prêt à s'insurger à la voix du bachagha, et qui lui offrait de lui

livrer son cousin. Le bachagha, informé, ne pardonna pas au colonel d'avoir provoqué cette entrevue en prévision d'une trahison hypothétique des Moqrani de la Medjana.

Quelques jours après, le bachagha disait au capitaine Olivier : « *Je suis débordé, les Ouled-Abdesselem et les Ouled-Abdallah excitent mes gens à la désobéissance, nous allons avoir une insurrection ; obtenez qu'on envoie des troupes pendant qu'il en est temps encore !* »

Le 14 février, en aval de Constantine, une tribu entière s'était soulevée sans cause connue. Pensant que les Français allaient évacuer l'Algérie, les Ouled-Aïdoun déclarèrent, pour montrer qu'ils étaient de vrais musulmans, qu'ils se chargeaient d'écraser « *les mouchérons oubliés à El-Milia par les Français.* ». Cent individus cacheraient leurs fusils près du marché, pilleraient les boutiques, tueraient les Français isolés, attirant les spahis sur le marché, tandis que le reste de la tribu se jetterait sur le hameau, sur le bordj et sur le camp.

A Constantine, on s'était préoccupé de porter secours à cette garnison et, le 17, on fit appel aux tribus. Le 18, à Aïn-Kechera, le chef du bureau arabe avait 817 fusils; le 19, il en avait 1.400, 2.309 le 20. Dès le 27, les soumissions commencèrent de tous les côtés. Le 28, on licenciait les contingents.

LA REVOLTE

Avec Moqrani, les difficultés avaient pris un caractère inquiétant.

Le 18 février 1871, quatre ouvriers européens des chantiers installés aux Bibans pour la construction de la route nationale étaient assassinés. Depuis plus d'un mois, des désordres graves étaient signalés ; les ouvriers indigènes, qui n'étaient pas payés régulièrement, avaient menacé de se faire justice. L'autorité militaire, le commissaire civil de Bordj, le bachagha, et une partie de la presse, étaient d'avis que la rentrée des chantiers, avec ces gens non payés, pouvait entraîner un mouvement insurrectionnel. Néanmoins, quand on connut ce quadruple assassinat, beaucoup de gens en firent remonter la responsabilité au bachagha. On alla plus loin, le 21 février, on télégraphiait d'Aumale que le bachagha était en insurrection dans les Beni-Abbés.

Moqrani fut très froissé de ces accusations que les Ouled-Abdesselem ne se faisaient pas faute de colporter. Il continua, cependant, son concours. Quand l'ordre arriva de « *prendre les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs* », il alla sur les chantiers et répondit, devant les ouvriers, des fractions qui les entouraient sur lesquelles son influence était connue.

Deux jours après, ordre était donné de faire rentrer les chantiers : c'était une question d'argent. Le bachagha s'écria : « *...Vous voulez donc provoquer une insurrection? — Nous n'avons qu'à obéir, l'ordre est formel ! — Mais, au moins, les ouvriers sont-ils payés?* » Ils ne l'étaient pas. On se contenta de dire que le service des ponts et chaussées rembourserait les avances qui seraient faites.

Le bachagha avança 1,500 francs pour désintéresser les ouvriers non payés, et, comme ils n'avaient pas assez des charrettes de l'entrepreneur pour transporter leurs bagages, il leur fit donner des mulets par les tribus voisines.

Le 25 février, il se rendit à Boudjelil, où il avait donné rendez-vous à Ben-Ali-Chérif. Il était découragé et fit part à son ami des accusations calomnieuses dont il était l'objet, alors qu'il continuait à servir de son mieux. Dans cette affaire des chantiers, on lui imposait une lourde responsabilité sans écouter ses avis. « *Depuis le départ du général Augeraud, je n'ai que des déboires. Les Français sont bien ...injustes envers ma famille! Ils veulent me jeter dans l'insurrection!* » Puis il parla des dettes qu'il avait faites à titre d'avance à la France. « *Je ne sais que faire...: peut-être vais-je bientôt mourir, car mon père m'a dit souvent que, lorsque la mort est proche, on a comme signes précurseurs des moments d'aberration et de folie.* »

Ben-Ali-Chérif reconnut que la situation, en effet, n'était plus tenable pour des gens comme eux, mais que ce serait donner raison à leurs ennemis que de se révolter. Il lui conseilla de désintéresser ses créanciers, de donner sa démission et d'émigrer en Tunisie. « *Pour moi, ajouta le marabout, je vais partir ces jours-ci à Alger, et remettre ma*

démission au général Lallemand. J'irai vivre loin des affaires... j'aime mieux n'être rien que de n'être ni écouté ni soutenu, quand j'ai une situation officielle. Vous devriez faire comme moi et vivre tranquille à Alger. » Moqrani se calma, et finit par promettre d'accompagner Ben-Ali-Chérif à Alger, et de s'y fixer une fois sa démission donnée.

Ce jour-là, 25 février, les Français résidant à Msila se repliaient, avec tous leurs meubles sur Bouçada, sous la protection de Saïd-ben-Boudaoud-el-Moqrani.

Le même jour, un journal demanda que, pour empêcher l'insurrection, on fit tout de suite fusiller le capitaine Olivier et le bachagha. Satisfaction donnée à « *l'opinion publique* », le colonel Bonvalet confia au chef d'escadrons Ducheyron le commandement de Bordj-bou-Argeridj. On commenta la mesure comme un acte de méfiance à l'égard du capitaine Olivier et du bachagha. On l'attribua aux instigations des Ouled-Abdesselem à qui le colonel voulait, disait-on, donner le commandement de la Medjana. Le capitaine Olivier montrant en l'occurrence une rare abnégation fut un guide sûr pour le commandant Ducheyron.

Le 27, arrivèrent à Bordj, surexcités, les deux cent cinquante ouvriers des chantiers. Ces ouvriers furent occupés aux travaux de défense mais voyant le chômage et la misère en perspective, ils s'en prirent au capitaine Olivier.

Le même jour, le bachagha écrivait aux généraux Augeraud et Lallemand pour demander qu'on voulût bien accepter sa démission, qu'on lui permît de s'éloigner d'un pays où tout le monde tenait contre lui des propos calomnieux, où on lui avait fait l'affront d'évacuer des chantiers de la sécurité desquels il avait répondu, créant une situation dont il n'entendait pas assumer la responsabilité, qu'on l'autorisât à se retirer dans le Hodna où il rassemblerait les siens, pour gagner la Tunisie, où il se fixerait.

Le 28 février, le capitaine Duval arrivait dans la plaine de la Medjana escorté de trois spahis. Il était à peine en vue du bordj que trois cavaliers se dirigeaient sur lui en faisant la fantasia. Prié de passer à la Medjana pour une communication grave, après une demi-heure de marche, il se trouvait en face du bachagha, venu au-devant de lui avec une escorte d'une trentaine de brillants cavaliers. Le bachagha fit signe à son escorte de rester en arrière, et, cheminant botte à botte avec le capitaine, il lui dit : « *Les Français me regardent aujourd'hui comme un rebelle, ils se trompent. Pourquoi font-ils des tranchées... autour de la ville ? Je considère ces mesures comme un manque de confiance en moi Ils ont tort d'agir ainsi, car, le jour où je le voudrai, je prendrai la ville en dépit de leurs travaux... Présentez mes salutations au capitaine Olivier.* »

La demande de démission du bachagha était arrivée au général Lallemand, le 1er mars au soir. Il télégraphia, en réponse à Moqrani : « *Je sais les ennuis que vous éprouvez. ...vous paraissez désespérés. Nous traversons des temps difficiles, mais c'est dans les difficultés qu'on reconnaît les vrais amis. Je compte toujours sur vous pour calmer l'agitation... Ayez vous-même confiance en moi...* » Avant que ce télégramme n'arrivât, le bachagha pria le capitaine Olivier de lui accorder une entrevue en dehors de la ville. Le capitaine se rendit à cette invitation. Il emportait avec lui la réponse du général Lallemand. Moqrani s'avança calme et souriant. Son accueil, toujours plein de noblesse, fut, ce jour-là, encore plus affable que d'habitude.

Moqrani prit alors la parole⁽¹⁾ : « *Je vous ai priés de venir me trouver parce que ... les mercantis m'assassineraient si j'entrais en ville, et vous seriez impuissants à me protéger, car vous n'avez plus d'autorité. J'ai envoyé ma démission de bachagha ; je ne veux plus servir la France, et, bien que je ne veuille pas me révolter contre vous, je me ferai jour, les armes à la main, pour me retirer paisiblement si ma démission est refusée : car, pour moi, ce refus serait une condamnation à mort.... Je ne veux pas accepter votre république, Vous, capitaine Olivier, vous étiez commandant supérieur, et on envoie à Bordj un chef pour commander les troupes !...et ce n'est pas assez de vous enlever le commandement militaire, on a envoyé un commissaire civil pour surveiller vos actes administratifs. J'étais habitué à écouter vos sages conseils ; à qui dois-je m'adresser aujourd'hui ? A vous, au commandant, ou au commissaire civil ? ... on insulte vos généraux, devant lesquels nous étions tous respectueux ..., on les remplace par des mercan-*

tis, par des juifs, et on pense que nous subirons cela ! Jamais, pour ma part, je ne le supporterai, et voilà, pourquoi je donne ma démission. ...»

En vain le capitaine Olivier donna connaissance du télégramme du général Lallemand. Il s'efforça de faire comprendre au bachagha que cette émigration en Tunisie ne profiterait qu'à ses ennemis qui prendraient sa place. Rien n'y fit. On se donna une poignée de main et l'on se sépara attristés. Certes, le bachagha avait confiance dans la loyauté du général Lallemand, mais « *le général n'était pas seul à Alger* ». Peut-être cependant y serait-il allé, sans son entourage, qui, à aucun prix, ne pouvait se résigner à lui laisser commettre ce qui, pour tous, était une imprudence. Il recueillit diverses informations qui le confirmèrent dans l'idée que le colonel Bonvalet, aidé des Ouled-Abdesselem, voulait le faire arrêter, — et même, le faire empoisonner ! Enfin, le 9 mars, il se décida à renouveler sa démission : « *Vous m'avez fait connaître que .. vos ennemis disparaissaient par suite de la paix conclue avec eux. ...Les choses étant ainsi, et le gouvernement continuant à rester aux civils, je vous renouvelle ma première demande de démission de bachagha. J'ai toujours servi le gouvernement de la France avec un entier dévouement, et il m'a prodigué ses bienfaits ; je vous en remercie.* »

Sur ce, le chikh Bouakkaz-ben-Achour vint trouver le général Augeraud et lui dit : « *Je crains que Moqrani ne s'insurge : vous seul pouvez l'en empêcher en allant le trouver.* » Le général n'étant plus qu'un chef militaire, n'avait rien à faire légalement avec Moqrani. Il répondit qu'il ne pouvait quitter Constantine. Le lendemain, le vieux chikh renouvela ses démarches. Représentant de l'aristocratie indigène, il ne voulait pas voir les grandes familles creuser un abîme avec la France. Il finit par décider le général Augeraud, qui, le 12, écrivit au bachagha : « *Je vais aller à Bordj-bon-Argeridj et j'arrangerai tout...* »

C'était au Commissaire extraordinaire d'accepter ou refuser la démission du bachagha. Le 14, M. Rustant télégraphiait au capitaine Olivier : « *Dites au bachagha qu'il m'adresse officiellement sa démission ; mais, jusqu'à ce qu'elle soit acceptée, nous le rendons responsable des désordres qui pourront avoir lieu dans son commandement.* »

L'INSURRECTION

Dès qu'il reçut notification de cette malencontreuse dépêche, le bachagha manda près de lui ses proches et leur déclara que le moment était venu de se révolter contre « *le gouvernement des juifs et des mercantis* ».

Le 14 mars, à la Medjana, le bachagha exposa son plan en conseil de guerre. Il ne fallait pas penser, selon lui, à se débarrasser des Français : la paix était faite, des troupes allaient arriver, et il y avait parmi les musulmans beaucoup trop de chefs loyalistes. Il fallait forcer le gouvernement à compter avec les grandes familles et à maintenir les Ouled Moqrane dans une situation conforme à celle de son père quand il s'était volontairement mis au service de la France. Le bachagha ne voulait ni massacres ni pillages. La première chose à faire était de ravager le pays des Ouled-Abdesselem, afin de les perdre à jamais dans l'esprit des Français en forçant les habitants des villages européens à se réfugier à Sétif. On n'attaquerait pas cette ville, on l'isolerait de Constantine, on bloquerait également Bordj-bou-Argeridj. Lorsque les tribus verraient les goums de la Medjana maîtres de toute la plaine, d'Aumale à Constantine, l'insurrection s'étendrait forcément. Quand les Français ne pourraient plus sortir des villes, ils achèteraient par des concessions l'alliance des familles dirigeantes.

Cet objectif⁽¹⁾, indépendant de toute idée de guerre de race, de religion ou de nationalité, parut trop modeste à son entourage, qui avait une folle confiance dans ses capacités guerrières. La première chose à faire, selon eux, était de détruire Bordj-bou-Argeridj. Ce serait facile et ferait autrement de bruit que des razzias sur les Ouled-Abdesselem. Ce parti finit par l'emporter. Le bachagha écrivit aussitôt au général Augeraud et au capitaine Olivier :

« *... J'ai donné ma démission au maréchal de Mac-Mahon, qui l'a acceptée. Si j'ai continué à servir la France, c'est parce qu'elle était en guerre ...et que je n'ai pas voulu augmenter les difficultés de la situation. Aujourd'hui, la paix est faite, et j'entends*

jouir de ma liberté. ... je ne puis accepter d'être l'agent du gouvernement civil, qui m'accuse de parti pris et déjà désigne mon successeur. ... on affirme que je suis rebelle. ... Parce que l'on veut me condamner. Eh bien ! Je n'échangerai avec ces gens-là que des coups de fusil, ... Je vous renvoie mon mandat de février, je refuse de le toucher, et je ne veux plus ... exercer l'emploi que j'occupais. Je m'apprête à vous combattre ; que chacun aujourd'hui prenne son fusil !...»

Ces lettres écrites, le bachagha fit couper le télégraphe, que tant de fois il avait fait réparer puis il envoya des émissaires dans diverses directions.

Le 15 mars le cadî Hassaïne-ben-Halla venait avertir les Français de Bordj-bou-Argeridj que l'attaque de la ville avait été résolue pour le 16 au matin. Tous les caïds du cercle de Bordj prêtaient le concours de leurs contingents ce qui portait à plus de 15.000 les insurgés en armes autour de la ville où on ne comptait pas plus de 400 défenseurs.

Le soir même, la conduite amenant l'eau dans la citerne du Bordj, était coupée.

Le jeudi 16 mars, des spahis passaient ouvertement à l'ennemi avec leurs chevaux et leurs armes. A huit heures, de nombreux goums et sagas défilaient en grand appareil devant le bachagha à pied, immobile dans son burnous d'une éclatante blancheur, à quelques pas en avant des membres de sa famille, tous couverts de leurs vêtements de gala chamarrés de broderies, et s'efforçant de maintenir alignés leurs chevaux richement caparaçonnés comme aux jours de fantasia.

Dès qu'ils ont défilé devant les Ouled-Moqrane, goums et sagas vont prendre leurs places de combat : les fantassins à l'Ouest et au Nord, les cavaliers au Sud et à l'Est. Les maisons isolées se remplissent d'insurgés. Les hauteurs voisines sont garnies de groupes armés et de femmes qbaïles dont les you-you stridents déchirent l'air en même temps que retentissent les premiers coups de fusil. La fusillade continue deux heures, plus bruyante que dangereuse, on croirait assister à une grande fantasia.

A midi, le signal de l'attaque réelle est donné par un goum brillant composé des principaux membres des Ouled-Moqrane qui arrivent au galop sur le marché. La fusillade redouble, les assaillants se rapprochent. A onze heures du soir, le clairon sonne la retraite, mobiles et miliciens se ruent sur la porte du bordj. Dès que tout le monde est entré, la porte du bordj est solidement barricadée. Les insurgés se précipitent dans la ville. Ils commencent le pillage à la lueur des incendies

Le vendredi 17, au point du jour, le combat reprend.

Le samedi 18 mars, sur les instances du bachagha, le capitaine Olivier fut « *lissé libre* » d'aller entendre le chef des insurgés. En route, il rencontre le bachagha, qui met pied à terre et force son ancien chef à accepter sa monture. Tous deux arrivent, ainsi au quartier général des insurgés. Le bachagha reçoit le capitaine avec sa courtoisie habituelle. Il lui affirme que le colonel Bonvalet, parti pour venir au secours des assiégés, est arrêté à 15 kilomètres de Sétif par des insurgés qui lui barrent la route. Plus de six mille hommes armés entourent la ville. Le bachagha souhaite éviter le massacre de femmes, d'enfants et de colons enfermés dans le fort dont la prise est certaine. Il propose de conduire tout ce monde à Sétif, sous l'escorte d'un goum d'élite que lui-même commandera.

La proposition était inacceptable. C'était une capitulation. Quelle que fût l'autorité du bachagha, aurait-il réussi, avec son entourage peu discipliné, à escorter jusqu'à Sétif la population entière et la garnison de Bordj-bou-Argeridj ? Le feu avait cessé. Les insurgés s'étaient rapprochés du bordj en masses compactes au milieu desquelles galopaient des cavaliers hurlant : « *Ne tirez pas ! C'est l'ordre du bachagha !* »

Le capitaine Olivier monte alors sur un bastion pour parler aux indigènes ; mais à peine a-t-il dit quelques mots que deux coups de feu partent de la foule sans l'atteindre. Les mobiles ripostent par un feu meurtrier. Les indigènes se ruent sur la porte, qu'ils veulent enfoncer et se font tuer à bout portant. Les cadavres s'entassent servant d'abri à de nouveaux assaillants qu'on tue par un soupirail. Près de 150 cadavres restent ainsi à moins de deux mètres de l'enceinte du fort.

L'attaque s'arrêta deux jours.

Le 21, la garnison s'aperçut que des Kabyles avaient creusé des galeries de mines. Une d'elle avait déjà 25 mètres de long, l'autre était près d'aboutir à une cave à l'intérieur du bordj. On creuse des tranchées à la gorge du bastion et dans la direction de la seconde galerie. Le 25 mars, mineurs et contre-mineurs ne sont séparés que par les fondations du mur d'enceinte. Les Kabyles se hâtent de charger leurs mines, mais ils ne réussissent qu'à faire souffler leurs cheminements.

Le lendemain 26, deux coups de canon annonçaient à la garnison l'approche des secours et l'investissement cessait. A onze heures du matin, Ben-Abdesselem-el-Moqrani arrivait à la tête d'un goum loyaliste.

Le 27 mars, la cavalerie du colonel Bonvalet incendiait les villages des Hachem. On échangea quelques coups de fusil, mais il n'y eut pas de combat. Un chasseur à pied, qui s'était écarté de la ville, fut pris et tué par les insurgés.

Le même jour, un convoi placé sous l'escorte de spahis et du goum d'Abdesselem-el-Moqrani, emmena les civils de Bordj-bou-Argeridj et arriva sans encombre à Sétif. Pendant la moitié de la route, le goum du bachagha, fort de huit cents chevaux, bien plus nombreux que l'escorte des colons, marcha à distance du convoi sans tirer un coup de fusil, empêchant tout acte d'agression de ses propres contingents. Le bachagha fit preuve en cette circonstance d'une fermeté de caractère peu commune : car, en attaquant ce convoi, il était sûr de nuire à deux hommes qu'il haïssait : le colonel Bonvalet et Abdesselem-el-Moqrani.

Le bachagha, faisait alors connaître ses sentiments à M. Mesrine, son ami :

« ...Ce qui a amené l'insurrection, c'est ... que le colonel Bonvalet agissait perfidement de concert avec mes cousins, les Ouled-Abdesselem et les Ouled-ben-Abdallah. En effet, comment un chef peut-il conseiller de donner traîtreusement la mort ou de faire boire du café empoisonné ? C'est là une chose avérée, et plusieurs de mes amis français m'ont prévenu. ... des musulmans ont reçu des instructions pour cela, mais ils n'en ont rien fait. ... J'ai écrit au colonel avant l'attaque pour lui faire savoir que nous étions en guerre. J'ai appris que la lettre n'avait pas été transmise. J'ai écrit aussi à M. le général Augeraud, et j'ai su que ma lettre n'était pas arrivée. J'ai prévenu les Français de se tenir sur leurs gardes... en un mot, je n'ai rien fait sans agir loyalement. ...

Pour moi, je n'accepte ni la trahison ni la destitution sans la poudre; il faudra donc me soumettre par la force : je préfère cela. Je conserverai l'attitude que j'ai prise jusqu'au jour où le gouvernement aura repris son unité... »

Pour le bachagha, le gâchis créé par l'administration ne pouvait durer ; aussi s'efforçait-il de ne pas rendre une réconciliation impossible. Son entrevue avec le capitaine Olivier avait été courtoise. Il n'avait combattu ni la colonne de secours ni le convoi d'évacuation. Enfin, au lieu de harceler la colonne campée à Bordj, il se retranchait sur l'Oum-er-Rissan, où il pouvait braver les troupes du colonel Bonvalet.

Le 17 mars, Alger apprenait la révolte du bachagha. On confia la direction des opérations dans la Medjana au général Saussier. Dès le 6 avril, il put lancer une reconnaissance de cavalerie au sud de Bordj-bou-Argeridj. Au retour, les sagas du bachagha, qui occupaient les crêtes, essayèrent de couper la retraite aux cavaliers. La rentrée au camp s'opéra au milieu d'une fusillade plus bruyante que dangereuse.

Le 8 avril, à quatre heures et demie du matin, une colonne française est en marche vers la Medjana. Ce n'est qu'à dix heures que l'avant-garde ouvre le feu sur les insurgés embusqués derrière les ondulations de la plaine : l'artillerie balaye le terrain, la cavalerie, par une charge vigoureuse, déloge les insurgés de la crête dite Sera-el-Mraba et poursuit les fuyards dans la plaine. A deux heures, sans avoir cessé de combattre, la colonne arrive au village entourant le bordj de la Medjana.

Tout avait été évacué. Les quelques défenseurs restés dans les maisons en sortirent dès qu'ils se virent menacés ; le combat ne dura guère qu'une heure et demie. Le camp fut établi dans l'intérieur et autour du village.

Le 10, les insurgés se montrant sur les crêtes voisines, une vigoureuse sortie enlève et incendie le village de Sounaf. Les défenseurs s'enfuient dans la plaine et sont

vigoureusement chargés par la cavalerie et les goums que commandent le capitaine Olivier et les Moqrani du soff hostile au bachagha.

Le 12, nouvelle sortie ; l'objectif est le village de Seguiet-er-Raha. Le village est enlevé et brûlé. Parmi les insurgés laissés sur le terrain, on relève, encore vivant, Chérif-ben-Abderahmane-el-Moqrani, caïd des Dreate, cousin et ami du bachagha.

LA GUERRE SAINTE

Le succès des premiers combats livrés aux insurgés n'eurent pas les résultats qu'on en attendait, car le jour même où le château de la Medjana avait été pris, le bachagha avait fait proclamer la guerre sainte et déchaînait contre la France la plus formidable des insurrections qui aient eu lieu depuis l'occupation française.

Lorsque le bachagha avait attaqué la ville de Bordj-bou-Arreidj, sa famille avait compté sur la coopération effective de nombreux alliés, aussi bien parmi les chefs indigènes mécontents que parmi les populations faciles à entraîner par l'appât du pillage des fermes isolées et des villages ouverts.



Fifi-

figure 5 Attaque de Bordj Bou Arreidj par les hommes du cheikh El Mokrani

— Gravure de Léon Morel-Fatio l'Illustration, 1871.

Le bachagha ne faisait pas grand fond sur les demi-promesses de ses amis. La plupart d'entre eux, pensait-il, se montreraient plus désireux de conserver leurs richesses que sensibles à l'amoindrissement de leur situation. Il espérait cependant rencontrer parmi eux quelques hommes énergiques qui l'aideraient à constituer, sur la majeure partie du territoire algérien, une ligue puissante de grandes personnalités avec lesquelles les Français seraient obligés de compter. Au début, sa principale occupation fut de solliciter des alliances.

Les Bengana de Biskra qui avaient avec la Medjana des relations incessantes, avaient été les premiers à se dégager. Dans l'ouest, le bachagha ne fut pas mieux accueilli par ses anciens alliés les Ouled-Moktar-Cheraga. Il dut être profondément navré en apprenant l'insuccès de ses démarches chez les Ouled-Nayl et les Ouled-Moktar. Il n'avait non plus rien à espérer des Ouled-Sidi-Chikh.

En ce moment, le général Pouget marchait sur Tébessa, avec une petite colonne. Les goums du vieux khalifat des Haracta, Ba-Ahmed, avaient pris position entre la

Meskiana et Halloufa ; mais ils n'avaient pu empêcher le pillage du moulin d'Aïn-Chabro, ni l'incendie des meules sous Tebessa. Le 25, les reconnaissances des goums avaient eu plusieurs escarmouches et avaient rapporté la nouvelle certaine que Mahieddine était campé à Yokkous.

Le 26, les chasseurs d'Afrique, les spahis et les goums avaient tué une centaine d'hommes et fait 20 prisonniers. Le pays s'était vidé bien vite. Les Allaoua s'étaient soumis, les Ouled-Khalifat, les O. Sidi-Abid et Mahieddine étaient passés en Tunisie.

Quant au Sahara, il ne pouvait apporter un secours utile au bachagha ; jamais les Bengana, anciens amis du bachagha, n'avaient été aussi prodigues de démonstrations extérieures en faveur de la France et des Français.

Au commencement d'avril, le bachagha n'avait à espérer ni secours ni diversion utile à ses opérations dans la Medjana, l'Ouennougha et le Hodna. Il devait dès lors renoncer au rôle de chef de la coalition des djouads. Sa rébellion isolée ne pouvait que faire le jeu de son cousin Abdesselem, jusque là fidèle à la France. Pour éviter de voir la Medjana aux mains de son rival le jour où un gouvernement régulier aurait repris la direction de l'Algérie, il fallait entraîner les Ouled-Abdeselem dans l'insurrection.

Amener ces Ouled-Abdeselem à renoncer à leurs espérances de suprématie sur la Medjana et les faire marcher sous la bannière des Moqrani Ouled-el-Hadj, dont ils exécraient le chef, était chose malaisée. Il fallait un intermédiaire capable d'imposer sa volonté aux Ouled-Abdeselem. Moqrani s'adressa au grand-maître de l'ordre des Rahmánya, au vieux Chikh-el-Haddad, dont le fils Aziz était l'ami personnel de Ben-Abdeselem.

Jusqu'alors cependant les relations avaient été froides entre la Medjana et la zaouïa de Seddouq car le bachagha était l'ami des grandes familles religieuses qui avaient résisté à la propagande démocratique des khouans Rahmánya. La zaouïa de Chellata avait un prestige plusieurs fois séculaire, et avait toujours été, avec celle d'El-Harrach, le seul obstacle sérieux rencontré par les khouans Rahmánya dans leur prosélytisme. Ben-Ali-Chérif, par sa haute naissance, éclipsait la renommée naissante de Seddouq. En 1869, il avait été nommé bachagha de Chellata et était devenu de ce fait le chef officiel des gens de Seddouq.

Aziz, alors caïd des Amoucha, froissé de cette nomination, avait donné sa démission et n'avait plus d'autre occupation que de créer des difficultés à Ben-Ali-Chérif. Ce fut cette animosité d'Aziz que Moqrani exploita. Le bachagha s'engagea à faciliter la suprématie de la zaouïa de Seddouq sur toute la Kabylie. En retour, la zaouïa mettait son armée de khouans au service de Moqrani pour combattre les Français ; elle lui reconnaissait l'autorité politique sur tous les pays de plaine, et lui garantissait la soumission de tous les membres du soff de Ben-Abdeselem, qui était dans la dépendance spirituelle de Seddouq.

Cette combinaison donnait satisfaction à l'ambition d'Aziz. Dès le 27 mars, à la nouvelle de la délivrance de Bou-Argeridj, il avait fait publiquement, avec son frère, la prière pour l'extermination des Français. Mais ce qui agréait au fils plaisait beaucoup moins au père. Chikhel-Haddad n'aimait pas les djouads qu'il savait ennemis des principes égalitaires de l'ordre religieux qu'il dirigeait. Le vieux chikh était foncièrement hostile à la guerre car la guerre c'est la ruine des zaouïas : pèlerinage, offrandes, quêtes, aumônes, redevances, collectes, tous les revenus disparaissent; au lieu de recevoir, il faut donner.

Chikh-el-Haddad était vieux et à la merci de ses enfants. L'aîné, Si-Mahmed, restait étranger à toute préoccupation pécuniaire. Si-Aziz, au contraire, avait toutes les ambitions. C'était lui le préféré du vieillard, qui finissait toujours par faire ce que voulait ce fils, dont il s'exagérait l'intelligence.

Le 6 avril, arrivèrent à Seddouq les délégués du bachagha Moqrani. Aziz et Si-Mahmed convoquèrent aussitôt tous les moqaddem voisins.

Le 8 avril au matin, alors que, par leurs soins, les Qbaïls affluaient au marché des Mcisna, le vieux Chikh-el-Haddad se montra à la foule, soutenu par ses deux fils. Après une longue prière il fit donner lecture d'une proclamation conviant à la guerre sainte; puis

il remit un drapeau que « le prophète Mohammed lui avait apporté pendant la nuit ». Jetant son bâton dans l'assistance, il s'écria qu'avec l'aide d'Allah, il serait aussi facile de jeter les Français dans la mer.

L'appel de ce pontife octogénaire donna en quelques jours plus de cent mille soldats au bachagha. Ces nouveaux insurgés avaient pour eux la discipline d'une organisation fonctionnant avec régularité.

Pour motiver les Qbaïls, Moqrani affirmait que la France allait prendre des terres aux indigènes pour les distribuer aux métropolitains dépouillés par les Prussiens, aux colons et aux juifs devenus les principaux personnages du nouveau gouvernement.

Des feux, allumés sur des montagnes voisines de Seddouq, avaient annoncé d'Alger à Philippeville que la guerre sainte était ouverte. En moins de quinze jours les moqaddem portaient le pillage, l'incendie et la mort dans toutes les fermes et dans les villages ouverts ; ils assiégeaient les places fortes de Bougie, Fort-National, Dellis, Tizi-Ouzou, Dra-el-Mizane et Batna ; ils mettaient sur pied des contingents pour combattre en rase campagne.

Il allait falloir près de neuf mois et plus de vingt colonnes pour avoir raison de cette formidable levée de boucliers.

LA MORT AU COMBAT

À la mi-avril, le bachaga Moqrani, sentant lui échapper le contrôle de l'insurrection au profit des Khouans, fit des offres de négociations qui furent rejetées. Le gouvernement français traitait cet insurgé politique comme un criminel.

Le 15 avril, forte de plus de 3000 hommes, la colonne Cérez, nouvellement constituée à Alger, arrive à Aumale. Le 18, au col des Ouled Daoud, les insurgés laissent 400 morts sur le terrain. Les jours suivants, la colonne détruit la ferme de Boumezrag, le frère du Bachagha, et multiplie les expéditions punitives incendiant une soixantaine de douars de la tribu des Nezlioua.

Le 5 mai le Cheick Mohammed El Mokrani meurt au combat près de l'oued Soufflat. La fusillade durait depuis une demi-heure lorsque, au moment où les feux de peloton se succédaient avec intensité, une clameur immense grossie et répercutée par les échos de ces profonds ravins, s'éleva du fond de l'oued Soufflat. Soudainement, le silence se fit, le feu cessa et la multitude, qui avait poursuivi les Français avec acharnement, disparut comme par enchantement.

*« Dans une rencontre avec les troupes du général Saussier, il descendit de cheval et, gravissant lentement, la tête haute, l'escarpement d'un ravin balayé par la mousqueterie, il reçut la mort, qu'aux dires des témoins de cette scène émouvante il cherchait, orgueilleux et fier comme il eut fait du triomphe ».*⁵

La tradition populaire perpétue la version suivante de sa mort :

*" Moqrani s'était porté sur un point dominant où il avait mis pied à terre pour faire ses dévotions. Sa prière terminée, immobile à quelque pas des siens, il inspectait le terrain. Soudain une balle le frappe entre les yeux, il murmure le début de la profession de foi musulmane: "La ila illa Allah..." (il n'y a de Dieu que Dieu), et il tombe prosterné et le front touchant le sol".*⁶

Il est enterré dans la cour de la mosquée de *Djamaâ El Kebir* à la Kalâa des Beni Abbès (commune d'Ighil Ali, wilaya de Béjaïa).

La mort héroïque du Bachagha n'eut d'autre effet que de raidir les insurgés dans leur combat mais l'aristocratie kabyle avait joué sa dernière carte.

A l'opposé, de nombreuses personnalités indigènes de la région de Constantine demandèrent au Gouverneur, par une adresse collective, une répression accrue. Le terme « arabes » plusieurs fois répété les démarque de la révolte « kabyle » des Khouans.

⁵ Rapport du gouvernement de la défense nationale français sur ces événements

⁶ Article du Colonel Robin (1899),



Figure 6 la tombe du Bachagha El Mokrani

ANNEXE

CHASSE A COURRE DONNEE PAR LEURS MAJESTES ET IMPERIALES EN L'HONNEUR DES CHEFS ARABES

La chasse à courre qui a eu lieu le samedi 29 novembre à la résidence impériale de Compiègne, se distingue de celles qui ont eu lieu précédemment par le luxe de mise en scène due à la présence des Bach-agas invités par Leurs Majestés. Nos lecteurs comprendront, en voyant l'importance que nous avons donnée au dessin des chasses, pourquoi nous avons prélu-dé par des croquis peu importants à la relation écrite et dessinée de cette pittoresque expédition. Nous nous faisons une loi *d'avoir vu* et de ne livrer à la gravure que des croquis authentiques.

Le rendez-vous avait été donné aux Puits-du-Roi. Tous les chevaux de main, les piqueurs, les valets de chiens et la meute y étaient réunis. Quelques invités en costume de chasse s'y étaient rendus directement, une affluence considérable de curieux stationnait autour du rond-point. À une heure un quart l'Empereur était signalé.

Les serviteurs des chefs arabes leur présentaient les bottes de maroquin garnies de leur longue pique qui sert d'éperon, enlevaient les housses qui recouvraient les riches caparaçons des chevaux et les magnifiques selles à dossiers élevés.

Leurs Majestés montaient à cheval après avoir échangé quelques paroles avec les invités et se dirigeaient vers le carrefour des Plaideurs. A deux heures un quart on découplait les chiens et le cerf était attaqué.

Cette attaque, assez indécise d'abord, s'est franchement décidée un peu plus tard ; plusieurs animaux avaient été rencontrés par les chiens, et nous avons pu voir, à plusieurs reprises, trois cerfs essayant de leur échapper, fuir à toute vitesse, traversant les fossés et les routes de la forêt. Enfin, un cerf, resté sous le nez des chiens, se voyant cerné par la meute du côté et de la mare d'Hippolyte, s'est jeté dans un ru qui borde l'enceinte. Après avoir tenté d'échapper aux chiens qui s'étaient mis à l'eau, il franchissait d'un bon la berge, se cachait dans les hautes bruyères où les chiens le suivaient, revenait au ru pour s'échapper encore.

Cet épisode de la chasse, un des plus émouvants de tous ceux auxquels nous ayons assisté, s'est prolongé pendant près d'une demie heure. Sur ces entrefaites, les Arabes, qui avait vu le cerf entrer sous bois avaient abandonné le gros des chasseurs pour y entrer à sa poursuite et les invités avaient eu le temps de se réunir, arrivant de tous les côtés de la forêt au carrefour d'Embrassin que traverse le ru où le cerf avait été porté bas. Un veneur venait de tuer l'animal d'un coup de dague.

Le cerf, qui avait tenté, dans un suprême effort, de disparaître sous le petit pont qui traverse la route, avait été amené sur la berge. L'Impératrice avait mis pied à terre, le comte Edgar Ney, M. de Toulonjean, le prince de Reuss, le baron Clary, M. de Vicence, le baron Lombert, le peintre Jadin, le marquis de L'Aigle, et la plupart des invités étaient réunis dans ce carrefour étroit. De tous côtés les voitures de la cour, les chasseurs retardataires, les officiers de cavalerie, les piqueurs arrivaient à l'Embrassin, les fanfares retentissaient, les chiens qui attendaient la curée chaude hurlaient avec frénésie ; les costumes les plus variés se trouvaient groupés les uns à côté et des autres, quelques amazones intrépides avaient suivi sa Majesté. La scène était groupée à souhait pour un tableau de vénerie.

Les chefs arabes entouraient le cerf étendu mort. On coupait le jarret qui leur était offert afin qu'ils eussent les honneurs de la journée. Puis, voyant qu'on se disposait à faire la curée chaude, on ordonna de suspendre ces préparatifs ; les voitures étaient là, la cour et les invités reprirent le chemin du château.

Une demi-heure auparavant nous avons vu passer devant nous un piqueur demandant la voiture de l'Empereur ; S.M. s'était retirée avant la fin de la chasse.

On voit que l'avant dernier épisode est celui que nous avons choisi pour le reproduire ; nous n'avons fait qu'un rapide croquis sur nature afin d'avoir un document authentique. Tout l'honneur de ce beau dessin revient à M. Gustave Janet avec le talent dont il donne tant de preuves aux abonnés du *Monde Illustré* depuis la fondation de ce journal.